

Mémoire pour les consultations prébudgétaires en prévision du budget fédéral 2025

Par la Coalition pour les données fédérales sur le secteur à but non lucratif

À titre organisationnel :

BridgePoint Center for Eating Disorder Recovery
Calgary Chamber of Voluntary Organizations (CCVO)
Capacity for Impact Consulting
Circle on Philanthropy
Community Sector Council Newfoundland and Labrador
DARO
EmbraceHealthFoundation
Foundations Learning & Skills Saskatchewan
Imagine Canada
National Alliance for Children and Youth
Network for the Advancement of Black Communities (NABC)
Ontario Council of Agencies Serving Immigrants (OCASI)
Ontario Nonprofit Network
Fondations Philanthropiques Canada
Pillar Nonprofit Network
Relèven
Resilient Kids Canada
Sherry Baker Consulting
Bénévoles Canada
Bénévoles Ottawa
YWCA Toronto

À titre individuel :

Dr François Brouard, Carleton University
Nathan Grasse, Carleton University
Dr Bruce Martin, Thompson Rivers University
Jacqueline Musabende

Résumé des recommandations

Recommandation 1 : Nous recommandons au gouvernement fédéral de donner à Statistique Canada le mandat de mettre régulièrement à jour l'enquête nationale annuelle sur les organismes à but non lucratif, de réaliser celle-ci tous les ans et d'allouer à cette fin un financement de 500 000 \$ par an. Cette enquête devrait également être effectuée auprès des organismes communautaires (non enregistrés).

Recommandation 2 : Nous recommandons au gouvernement fédéral d'allouer 750 000 \$ pour établir une unité au sein de Statistique Canada dont le mandat consistera à collecter, analyser et diffuser les données sur le secteur à but non lucratif.

Recommandation 3 : Nous recommandons au gouvernement fédéral d'octroyer un financement de 2 millions \$ en 2025-2026 et un financement continu de 1 million \$ pour la création et le maintien d'un Laboratoire de données sur le secteur à but non lucratif.

Contexte

De l'offre d'aide alimentaire, de logements et de formations professionnelles à la gestion de festivals, de théâtres et de ligues sportives, les organismes à but non lucratif sont implantés dans les collectivités de l'ensemble du pays où ils améliorent la vie sociale et économique des Canadiens et leur qualité de vie en général. Notre secteur est également un puissant moteur économique qui contribuait à hauteur de 8,3 % au PIB du Canada et employait 2,8 millions de personnes à la fin de l'année 2023¹. Tous les ordres de gouvernement comptent également sur les organismes à but non lucratif pour offrir avec efficacité et efficience les programmes et les services essentiels qu'ils devraient autrement offrir eux-mêmes. Un grand nombre de ceux-ci sont destinés aux groupes mal desservis, comme les femmes, les personnes racisées, les Autochtones, les personnes en situation de handicap, les nouveaux.elles arrivant.e.s, les membres de la communauté 2SLGBTQ+ et les communautés de langue officielle en situation minoritaire.

Les données jouent un rôle essentiel dans la conception des politiques, la planification des interventions, l'anticipation des changements et la prévision des besoins. Pendant plusieurs décennies, le gouvernement fédéral n'a ni recueilli ni diffusé régulièrement des données complètes sur le secteur à but non lucratif. Les données citées ci-dessus illustrent les progrès importants accomplis récemment, grâce aux mises à jour plus fréquentes du Compte satellite des institutions sans but lucratif et du bénévolat et à l'inclusion du secteur dans l'Enquête canadienne sur la situation des entreprises. En revanche, il nous manque encore des renseignements de base sur de nombreux aspects du secteur et nous devons nous appuyer

¹ [Statistique Canada. Institutions sans but lucratif et bénévolat : contribution économique, premier trimestre au quatrième trimestre de 2023](#)

régulièrement sur des données datant de plusieurs décennies. Quand les données sur le secteur à but non lucratif existent, elles sont rarement disponibles en formats facilement accessibles, utilisables ou sont rarement ventilées.

Les conséquences de ce déficit de données sont incommensurables. En situation de crise, les décideur.euse.s ne disposent pas des données nécessaires pour prendre des décisions éclairées en temps opportun. En temps normal, le gouvernement élabore des politiques sur des questions pertinentes pour le secteur à but non lucratif, comme le contingent des versements, les incitatifs fiscaux et le financement des organismes sans statut de bienfaisance, en s'appuyant sur des renseignements limités et périmés. La recherche au sein du secteur est entravée par le manque de renseignements de base, comme le nombre d'organismes à but non lucratif, leurs localités et leurs activités. La prise de décisions des dirigeant.e.s d'organismes en souffre également au quotidien. Le manque de données sur les professions, les parcours professionnels, les taux de rémunération ou les besoins en perfectionnement professionnel au sein du secteur complique la gestion de la main-d'œuvre diversifiée et croissante du secteur et la planification de l'avenir. Le manque de données sur les services offerts par les organismes à but non lucratif et sur les populations qu'ils servent empêche de cerner et de combler les lacunes dans les services. Tous les types d'organismes éprouvent des difficultés dans leur planification stratégique, faute de données de base sur leur contexte opérationnel.

Nous avons été témoins de progrès modestes, mais réels, dans la collecte de données sur le secteur à but non lucratif par Statistique Canada, mais un nouvel obstacle est apparu. Il existe actuellement un manque de coordination et de communication entre les équipes chargées de collecter divers types de données, ainsi qu'une expertise en la matière insuffisante concernant notre secteur. Par conséquent, les produits de données diffusés s'appuient sur une envergure et une définition différentes du secteur et rendent donc les ensembles de données impossibles à comparer et brosent des tableaux très différents de notre secteur. Ils sont source de confusion et de méfiance chez les utilisateur.ice.s, ce qui réduit leur emploi. Pour optimiser le rendement de l'investissement et les retombées des efforts déployés par Statistique Canada pour collecter des données sur notre secteur, cet organisme doit adopter une approche plus intentionnelle et mieux coordonnée et accroître l'expertise interne en la matière.

Nous proposons trois solutions étroitement liées aux défis que nous avons décrit : (1) une enquête nationale annuelle sur les organismes à but non lucratif pour combler les principales lacunes des données; (2) une unité spécialisée dans le secteur à but non lucratif au sein de Statistique Canada pour diriger cette enquête, tout en créant également une approche mieux coordonnée et intentionnelle de sa collecte générale de données sur le secteur; (3) un laboratoire externe de données sur le secteur à but non lucratif, établi dans le cadre d'un partenariat entre Statistique Canada et le secteur, pour augmenter l'utilisation des données de Statistique Canada et accroître considérablement leur incidence. Ensemble, ces investissements ciblés combleraient le déficit de données sur le secteur à but non lucratif et amélioreraient la prise de décisions au sein du secteur et du gouvernement.

Réalisation d'une enquête nationale annuelle sur les organismes à but non lucratif

Début 2024, Statistique Canada a publié des données sur le secteur à but non lucratif, collectées dans le cadre d'un module spécial de l'Enquête canadienne sur la situation des entreprises. C'est la première fois depuis l'Enquête nationale auprès des organismes à but non lucratif et des organismes bénévoles (ENONB) de 2003 que Statistique Canada réalise une enquête d'une telle ampleur sur le secteur. Bien que le champ d'application et la taille de l'échantillon de cette enquête soient nettement inférieurs à ceux de l'ENONB, elle nous offre des renseignements cruciaux qui nous ont fait défaut pendant des décennies sur la taille et la portée du secteur, ses finances, ses cadres et ses clientèles. Par exemple, nous avons appris que le secteur est composé à 55 % d'organismes sans salarié.e.s. Cette information souligne l'importance de l'élaboration de politiques publiques pour le secteur qui tiennent compte des réalités opérationnelles des organismes entièrement gérés par des bénévoles.

Ces renseignements de base essentiels aideront les gouvernements, les bailleurs de fonds, les chercheurs.euse.s et les organismes à but non lucratif à comprendre certaines des caractéristiques fondamentales de notre secteur et nous aideront à prendre des décisions stratégiques, ainsi qu'en matière de financement, de main-d'œuvre, d'affectation des ressources et de politiques publiques, avec plus d'efficacité et d'efficience.

Une importante collecte de données sur le secteur ne devrait pas avoir lieu qu'une seule fois en vingt ans. Dans un environnement en évolution rapide, les données deviennent rapidement périmées et, sans points de comparaison, les tendances nous échappent. Par exemple, sans collecte régulière de données entre 2003 et 2024, il est difficile de déterminer l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur certains indicateurs clés. En cette période de prise de décisions fondées sur les données, il serait inacceptable de laisser passer plusieurs décennies sans mettre à jour les données collectées en 2024.

Cette enquête a été réalisée en faisant appel à une plateforme existante, ce qui l'a rendue économique et rapide. Maintenant que la première enquête a été réalisée, il sera facile de la reproduire à l'avenir. Elle pourrait reprendre certaines questions fondamentales et comporter également d'autres questions liées aux difficultés et aux possibilités actuelles du secteur, ce qui permettrait à la fois d'analyser les principales tendances et d'offrir en temps opportun des données sur les nouveaux problèmes.

Recommandation 1 : Nous recommandons au gouvernement fédéral de donner à Statistique Canada le mandat de mettre régulièrement à jour l'enquête nationale annuelle sur les organismes à but non lucratif, de réaliser celle-ci tous les ans et d'allouer à cette fin un financement de 500 000 \$ par an. Cette enquête devrait également être effectuée auprès des organismes communautaires (non enregistrés).

Création d'une unité spécialisée dans le secteur à but non lucratif au sein de Statistique Canada

Comme Statistique Canada a commencé à collecter et à diffuser plus de données relatives au secteur à but non lucratif, le manque de coordination et de communication entre les équipes est devenu plus évident. Cela a entraîné la diffusion de produits de données qui déterminent l'envergure et définissent le secteur de différentes façons, ce qui a été source de confusion et de méfiance et a fait manquer des occasions d'associer et de combiner des données de différentes sources pour en tirer de nouveaux enseignements. Il en ressort également que l'organisme peine à établir et à maintenir l'expertise en la matière nécessaire pour collecter et compiler les données sur le secteur avec efficacité et efficacie.

Afin d'optimiser les retombées des efforts déployés par Statistique Canada relativement à notre secteur, il lui est nécessaire d'adopter une approche plus intentionnelle et coordonnée. Une unité permanente et consacrée au secteur établie au sein de Statistique Canada pourrait se coordonner avec les unités chargées de collecter et d'analyser les données sur le secteur, comme celles du Compte satellite des institutions sans but lucratif et du bénévolat et de l'Enquête sociale générale – Dons, bénévolat et participation, pour améliorer les pratiques de collecte et de diffusion des données. Elle pourrait collaborer avec les autres unités pour collecter et diffuser par défaut des données sur les organismes à but non lucratif dans le cadre des enquêtes auprès des entreprises, une méthode à faible coût et à forte incidence pour obtenir plus des données sur le secteur. Elle pourrait également jouer un rôle essentiel en prenant la direction de l'enquête nationale annuelle sur les organismes à but non lucratif. Cette unité servirait de principal point de contact du secteur avec Statistique Canada et les membres du personnel de l'unité deviendraient à terme les experts internes de l'organisme dans le domaine du secteur à but non lucratif, ce qui améliorerait son efficacité et son efficacité dans toutes ses activités liées aux données sur le secteur à but non lucratif.

Recommandation 2 : Nous recommandons au gouvernement fédéral d'allouer 750 000 \$ pour établir une unité au sein de Statistique Canada dont le mandat consistera à collecter, analyser et diffuser les données sur le secteur à but non lucratif.

Établissement d'un Laboratoire de données sur le secteur à but non lucratif

De nombreux utilisateurs éprouvent de la difficulté pour accéder aux données de Statistique Canada et pour les appliquer, ce qui empêche donc ces données d'atteindre leur plein potentiel pour améliorer la vie des Canadiens. Le gouvernement a reconnu ce problème pour le secteur des entreprises en 2022, quand il a investi 2,8 millions \$ dans la création du Laboratoire de données sur les entreprises, une entité externe créée dans le cadre d'un partenariat entre la Chambre de commerce du Canada et Statistique Canada.

Reconnaissant la valeur du travail réalisé par le Laboratoire de données sur les entreprises, le gouvernement a annoncé un investissement supplémentaire de 7,3 millions \$ dans le budget de 2024.

Le Laboratoire de données sur les entreprises vise à aider les entreprises de toutes tailles, et plus particulièrement les petites et moyennes entreprises, à s'orienter dans le paysage économique avec plus d'efficacité. Il offre aux entreprises, aux décideur.euse.s et aux chercheur.euse.s un espace où travailler ensemble pour garantir l'utilité et l'efficacité des données et de la recherche. Le Laboratoire utilise des outils de visualisation des données de pointe pour rendre l'information complexe plus accessible et facile à comprendre pour un large éventail d'utilisateurs. Il a créé un cadre qui permet aux personnes qui effectuent des travaux de recherche à l'extérieur de Statistique Canada d'accéder aux données en toute sécurité. Il est prévu d'élaborer des modules de formation pour permettre aux dirigeant.e.s d'entreprise d'utiliser plus efficacement les outils du Laboratoire.

Nous croyons qu'un Laboratoire de données sur le secteur à but non lucratif, créé de manière similaire dans le cadre d'un partenariat entre Statistique Canada et le secteur à but non lucratif, offrirait des avantages comparables aux organismes de bienfaisance, aux organismes à but non lucratif et aux autres organismes à vocation sociale. Les organismes à but non lucratif, les responsables politiques du domaine du développement social (y compris ceux d'Emploi et Développement social Canada et d'autres ministères fédéraux) et les chercheur.euse.s d'un large éventail de disciplines ont également besoin d'accéder à des données de qualité pour travailler efficacement. Les défis sociaux et environnementaux auxquels le Canada fait face sont aussi graves et urgents que les défis économiques. Pour régler ces problèmes efficacement, nous devons utiliser davantage les données pour prendre des décisions fondées sur des données probantes.

Le Laboratoire jouerait un rôle important en mobilisant et en promouvant l'utilisation des résultats de l'enquête nationale annuelle sur les organismes à but non lucratif, ainsi que des principaux produits de données sur le secteur. Le financement du Laboratoire est un investissement modeste qui améliorerait considérablement le rendement de l'investissement de Statistique Canada dans toutes ses collectes de données sur le secteur à but non lucratif. Le Laboratoire pourrait également jouer le rôle d'interlocuteur externe et de partenaire clé de la nouvelle unité de Statistique Canada spécialisée dans le secteur à but non lucratif.

Recommandation 3 : Nous recommandons au gouvernement fédéral d'octroyer un financement de 2 millions \$ en 2025-2026 et un financement continu de 1 million \$ pour la création et le maintien d'un Laboratoire de données sur le secteur à but non lucratif.

À propos de la Coalition pour les données fédérales sur le secteur à but non lucratif
Ce groupe se compose de représentants de près de 50 organismes à but non lucratif et promeut les priorités du secteur à l'égard des données collectées par le gouvernement fédéral.

Personne-ressource

Emily Jensen

Gestionnaire du plaidoyer stratégique, Imagine Canada

ejensen@imaginecanada.ca